

*Seul le discours prononcé fait foi*

# LUXEMBOURG

Déclaration de S.E. Monsieur Jean ASSELBORN,  
Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

68<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale  
des Nations Unies

New York, le 27 septembre 2013

---

Statement by H.E. Mr. Jean ASSELBORN,  
Deputy Prime Minister, Minister for Foreign Affairs

68<sup>th</sup> ordinary session of the General Assembly  
of the United Nations

New York, September 27<sup>th</sup>, 2013

Monsieur le Président,

Vous avez placé cette 68ème session de l'Assemblée générale, ainsi que ce débat général sous le thème « Le programme de développement pour l'après-2015 : Préparons le terrain ! ».

Vous nous avez appelés à nous montrer audacieux et ambitieux, à œuvrer ensemble à un même objectif, à démontrer au monde que nous n'accepterons pas l'échec, à exercer notre responsabilité collective en vue d'éradiquer la pauvreté et de promouvoir un développement durable.

Le Luxembourg est prêt à ce faire. Nous sommes prêts à nous engager pour un nouveau partenariat mondial, basé sur une compréhension commune de notre humanité partagée, sur un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle, sur une action dans la concertation, qui embrasse la sécurité, le développement, la gouvernance, les droits de l'homme et l'état de droit.

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Vivre à l'abri de la peur, des conflits et de la violence est le droit humain le plus fondamental, et pourtant nous assistons tous les jours à des violations inqualifiables du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

L'emploi de missiles, de bombes incendiaires et de bombes à sous-munitions, l'emploi d'armes chimiques, l'imposition systématique d'états de siège, les déplacements forcés, la torture, les violences sexuelles, les violations et abus commis à l'encontre des enfants, plus de 2 millions de réfugiés, plus de 100.000 morts: le bilan de deux ans et demi de répression brutale et de conflit en Syrie fait froid dans le dos. La liste des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité commis au quotidien ne cesse de s'allonger. Face à cette horreur, je ne me lasserai pas de répéter : la situation en Syrie doit être référée à la Cour pénale internationale.

Permettez-moi de citer le Haut-Commissaire pour les réfugiés, António Guterres : « La Syrie est devenue la grande tragédie de ce siècle – une calamité humanitaire indigne avec des souffrances et des déplacements de populations sans précédent dans l'histoire récente ». Les Syriens ont besoin d'assistance, maintenant. Et ils y ont droit en vertu des critères d'humanité les plus élémentaires codifiés dans le droit international humanitaire. Il est urgent que la Syrie réponde aux demandes des acteurs humanitaires, qu'elle facilite l'accès immédiat, libre et sans entrave aux populations affectées. Il est urgent de lever les obstacles bureaucratiques, d'assurer l'acheminement des fournitures médicales, d'établir des pauses humanitaires, d'ouvrir des routes humanitaires et de permettre l'accès transfrontalier et à travers les lignes de front aux populations affectées.

En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, le Luxembourg s'emploie, avec l'Australie, à amplifier les demandes des acteurs humanitaires aux parties au conflit en Syrie,

à les ancrer dans un message commun du Conseil de sécurité. J'espère que ces efforts aboutiront très prochainement.

En effet, si nous avons su progresser ces derniers jours sur la question des armes chimiques, si nous allons adopter dans les prochaines heures une résolution du Conseil de sécurité mettant en place un dispositif fort et contraignant afin de mettre sous contrôle et de démanteler dans les meilleurs délais les armes chimiques syriennes, nous ne pouvons, nous ne devons pas oublier la catastrophe humanitaire qui continue de se dérouler en Syrie et dans les pays voisins, en particulier au Liban et en Jordanie, mais aussi en Iraq et en Turquie. Pour sa part, le Luxembourg a tenu les promesses faites à Koweït City, le 30 janvier dernier, et nous venons de décider d'augmenter notre aide humanitaire aux populations affectées par la crise syrienne pour la porter à 7,6 millions d'euros.

L'appel vibrant lancé mardi par notre Secrétaire général doit nous interpeller tous : sortons de notre silence assourdissant ; assumons nos responsabilités, collectivement et individuellement.

Nous sommes tous d'accord : une solution pérenne au conflit syrien ne peut être que politique. Là aussi, assumons nos responsabilités ; saisissons le « momentum » créé par l'accord sur les armes chimiques ; fixons une date pour la conférence de Genève II ; encourageons les parties à y participer pour enclencher enfin une dynamique, sur la base du communiqué du 30 juin 2012, qui mène vers une cessation des hostilités et vers la nécessaire transition politique en Syrie, une transition qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien.

Monsieur le Président,

Aussi dramatique soit-elle, la situation en Syrie ne doit pas nous faire oublier le sort du peuple palestinien. Elle ne doit pas nous faire oublier l'urgence de voir naître un Etat palestinien d'un seul tenant et viable, vivant dans la paix et la sécurité aux côtés de l'Etat d'Israël.

Je tiens à saluer l'engagement et la détermination du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, John Kerry, en vue d'une reprise des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens. Je salue aussi le courage politique et le sens des responsabilités dont ont su faire preuve les autorités israéliennes et palestiniennes en acceptant de revenir à la table des négociations. Huit sessions ont eu lieu depuis le 14 août. Nous espérons que les pourparlers vont s'intensifier à partir du mois d'octobre et qu'ils mèneront à un résultat dans le délai convenu de neuf mois.

Tout le monde le sait. Cette initiative représente peut-être la dernière chance : on ne saurait la laisser passer. Les conséquences seraient sinon dramatiques.

Le temps est venu de prendre les décisions difficiles, les décisions historiques nécessaires, conformes à la vision des intérêts à long terme des peuples israélien et palestinien. Le temps est venu de mettre en œuvre la solution des deux Etats.

Le temps n'est pas aux actes unilatéraux qui alimentent la logique de défiance. Les constructions illégales de colonies de peuplement, les destructions d'habitations et

d'infrastructures palestiniennes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, doivent cesser. Les attaques en provenance de Gaza doivent cesser. Toutes les violences doivent cesser.

Avec ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg est prêt à continuer de contribuer activement aux efforts en cours, en coopération étroite avec les acteurs clés, le Quatuor et les pays de la région. En effet, il n'y aura pas de sécurité en Israël sans un Etat palestinien viable, pas de sécurité dans la région sans une paix dans tous les pays du Moyen-Orient.

Monsieur le Président,

Il faut changer la donne, il faut rompre le cycle de la violence.

Cet impératif s'applique aussi à la République démocratique du Congo et à la région des Grands Lacs.

L'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, signé le 24 février dernier à Addis Abeba constitue, nous l'espérons vivement, un tournant déterminant pour la consolidation de la paix et la stabilisation de la région. La deuxième réunion du Mécanisme de suivi régional au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui s'est tenue lundi à New York a permis d'adopter des critères de suivi régionaux et des indicateurs de progrès qui faciliteront la mise en œuvre de l'Accord-cadre.

Il s'agit-là d'une première étape importante. Elle devra être suivie d'actions concrètes, sur le plan politique, sécuritaire et économique.

Les parties doivent mettre en œuvre de bonne foi et de manière diligente l'ensemble de leurs engagements, y compris l'engagement de ne pas tolérer ni fournir une assistance ou un soutien quelconque aux groupes armés, notamment le M23, qui continuent de sévir dans l'Est de la RDC.

Il faut s'attaquer aux causes profondes de la violence récurrente et poser les jalons d'un essor économique régional, afin d'amorcer un cercle vertueux permettant aux populations de la région de prendre le chemin du développement durable.

Monsieur le Président,

L'engagement de la communauté internationale est tout aussi nécessaire dans une situation qui reçoit hélas moins d'attention : je veux parler de la tragédie humanitaire qui se déroule en République centrafricaine.

Cette tragédie affecte l'ensemble de la population de ce pays : 4,6 millions de personnes.

L'ordre public et l'état de droit se sont effondrés. Les violations des droits de l'homme sont généralisées : arrestations et détentions arbitraires, torture, violence sexuelle à l'égard des femmes et des enfants, viols, exécutions extrajudiciaires. Selon nos informations, la Séléka a recruté et utilisé au moins 3.500 enfants-soldats; un chiffre qui ne peut laisser personne indifférent.

La situation humanitaire ne cesse de se détériorer. L'insécurité ambiante réduit encore l'accès aux populations affectées.

Il est urgent d'agir.

La restauration de la sécurité et de l'ordre public doit constituer la priorité immédiate. Nous saluons vivement la décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine d'autoriser le déploiement d'une Mission internationale de soutien à la Centrafrique. Les Nations Unies devront apporter tout leur soutien, logistique et financier, à cette Mission sous conduite africaine. Il en va de notre crédibilité.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Nous connaissons tous les effets désastreux de la non-réglementation du commerce des armes classiques : répressions violentes, conflits armés, criminalité, violence généralisée.

D'où l'importance cruciale du Traité sur le commerce des armes, que cette Assemblée a approuvé à une très large majorité, il y a cinq mois. Le Luxembourg est fier de compter parmi les parrains de la première heure de cette importante initiative; il est fier d'avoir signé le Traité dès son ouverture à la signature, le 3 juin dernier. La procédure de ratification nationale a été engagée, et vous saurez compter sur nous pour œuvrer à une entrée en vigueur rapide du Traité.

Permettez-moi à cet égard de féliciter votre propre pays, M. le Président, qui a d'ores et déjà ratifié le Traité. Je me félicite également du fait que plus de 110 Etats membres des Nations Unies, y compris les Etats-Unis, ont déjà signé le nouvel instrument juridique.

Le Traité sur le commerce des armes représente une avancée notable pour le droit international, le droit humanitaire international et les droits de l'homme.

Je tiens à saluer dans ce contexte l'important débat que le Conseil de sécurité a consacré hier aux conséquences du transfert illicite, de l'accumulation déstabilisante et du détournement des armes légères et de petit calibre pour la paix et la sécurité internationales, et la résolution adoptée à cette occasion. Le Conseil a ainsi souligné à juste titre la nécessité d'une réponse intégrée de la communauté internationale : une réponse qui tienne compte des effets négatifs de ces activités illicites sur la sécurité, la gouvernance, l'état de droit et le développement ; une réponse qui tienne aussi compte des liens de ces activités avec d'autres menaces à la paix et la sécurité internationales, telles que le terrorisme, la piraterie et la criminalité transnationale organisée.

Monsieur le Président,

La récente attaque meurtrière perpétrée dans un centre commercial à Nairobi nous a montré une nouvelle fois à quel point nous devons rester vigilants dans la lutte contre le terrorisme. Cet acte inacceptable doit nous encourager à appuyer encore davantage les efforts africains visant à libérer la Somalie de la menace d'Al-Chabab. Pour ma part, lors de la Conférence

« New Deal » pour la Somalie qui s'est tenue le 16 septembre dernier à Bruxelles, j'ai eu l'occasion de réaffirmer que le Luxembourg reste engagé aux côtés de la Somalie. Nous sommes convaincus qu'avec l'appui déterminé de la communauté internationale, de l'Union africaine et des Nations Unies en particulier, le gouvernement et le peuple somaliens sauront continuer d'avancer sur le chemin de la paix, de la sécurité et de la prospérité.

Le risque de prolifération d'armes de destruction massive demeure une menace tout aussi réelle que le terrorisme.

Hier, les pourparlers entre la République islamique d'Iran et le groupe E3+3, dirigé par la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, ont repris ici à New York. Nous soutenons ces efforts. Nous voulons des pourparlers substantiels qui conduisent rapidement à des résultats concrets, qui mènent à une solution diplomatique au dossier nucléaire iranien. Les sanctions ne représentent pas une fin en soi. Elles constituent la réponse internationale au refus de l'Iran de respecter les obligations internationales et de coopérer pleinement avec l'AIEA. Nous encourageons la nouvelle équipe dirigeante iranienne à s'engager dans des négociations constructives et à prendre les mesures qui s'imposent pour prouver à la communauté internationale que son programme nucléaire a des visées strictement pacifiques, et ouvrir une nouvelle page dans ses relations avec la communauté internationale.

Monsieur le Président,

Lorsque nous parlons de développement durable, lorsque nous parlons de mettre en place le programme de développement pour l'après-2015, nous ne pouvons ignorer les effets dévastateurs des conflits et de la violence sur le développement. Les situations de crise et les menaces que je viens d'évoquer l'illustrent clairement.

Nous devons parler de même, et ce de façon renforcée, de gouvernance favorable au développement, d'institutions qui garantissent l'état de droit, de liberté d'expression, de gouvernements transparents et responsables. Nous devons parler de justice, de lutte contre l'impunité, de respect du droit international.

Le Luxembourg souscrit pleinement à l'appel lancé par notre Secrétaire général pour asseoir les objectifs de l'après-2015 sur les normes et principes internationaux des droits de l'homme.

Ces objectifs devront s'appliquer à tous. Ils devront permettre de relever les défis planétaires du XXIème siècle en faisant fond sur les objectifs du Millénaire pour le développement; ils devront permettre d'éliminer la pauvreté et de favoriser le développement durable. Ils devront s'inscrire dans un cadre unique et cohérent.

La Manifestation spéciale qui s'est tenue avant-hier au niveau de l'Assemblée générale a permis de faire le point de l'action menée pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, de saluer les importantes avancées enregistrées, mais aussi d'identifier les secteurs pour lesquels il importera de redoubler d'efforts.

Le tableau qui se présente à nous est, en effet, comme l'a dit le Secrétaire général, « en demi-teinte ». Il nous faut donc accélérer la marche vers la réalisation des OMD ; il nous faut renouveler nos engagements ; il nous faut tenir nos promesses.

Mon pays continuera à apporter sa part. Depuis 2009, notre aide publique au développement a atteint le seuil de 1 % de notre revenu national brut. Nous sommes déterminés à maintenir cet effort.

Lors de la Conférence de Rio+20 en juin 2012, nous avons réaffirmé notre attachement au développement durable dans ses trois dimensions interdépendantes : le développement économique, l'intégration sociale et la viabilité de l'environnement. Nous avons réitéré notre détermination à nous attaquer aux menaces que les changements climatiques et la dégradation de l'environnement font peser sur l'humanité.

Le Luxembourg a pris avec ses partenaires européens des engagements contraignants pour réduire ses émissions de gaz carbonique et atténuer les effets du changement climatique. Nous sommes déterminés à tout faire pour parvenir à la conclusion d'un accord universel sur le climat en 2015.

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

L'année dernière, à cette tribune, notre chef d'Etat avait mis en exergue la volonté du Luxembourg de se mettre au service des Nations Unies. Aujourd'hui, je tiens à saisir cette occasion pour remercier l'Assemblée d'avoir élu mon pays pour un mandat de deux ans au Conseil de sécurité. Ce premier mandat dans notre histoire est un honneur. C'est aussi une responsabilité que nous mesurons dans toute sa portée.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, le Luxembourg s'engage au quotidien pour contribuer, de concert avec ses partenaires, au maintien de la paix et de la sécurité internationales ; pour assumer cette responsabilité commune qui est la nôtre : la responsabilité de prévenir, de préserver et de protéger.

Il n'y a pas de tâche plus noble, et il n'y a pas de tâche plus urgente dans le contexte actuel.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,

You have placed this 68<sup>th</sup> session of the General Assembly, as well as this general debate under the theme of “The Post-2015 Development Agenda: Setting the Stage!”.

You have called upon us to be audacious and ambitious, to work together towards the same objective, to prove to the world that we shall not accept defeat, to exert our collective responsibility in order to eradicate poverty and promote sustainable development.

Luxembourg is ready to answer this call. We are ready to commit to a new global partnership, based on a common understanding of our shared humanity, on a new spirit of solidarity, cooperation and mutual accountability, on coordinated action which embraces security, development, governance, human rights and the rule of law.

Mr. President,  
Mr. Secretary-General,  
Excellencies,  
Ladies and Gentlemen,

To live free from fear, conflict and violence is the most fundamental human right, and yet we witness the most atrocious violations of human rights and international humanitarian law every single day.

The use of missiles, firebombs and cluster munitions, the use of chemical weapons, the systematic imposition of sieges, forced displacements, torture, sexual violence, violations and abuses committed against children, more than two million refugees, more than 100,000 dead: this is the chilling balance sheet of two and a half years of brutal repression and conflict in Syria. The list of war crimes and crimes against humanity, committed on a daily basis, continues to grow. Against this horror, I will not tire of repeating that the situation in Syria must be referred to the International Criminal Court.

Allow me to quote the High Commissioner for Refugees, António Guterres: “Syria has become the great tragedy of this century – a disgraceful humanitarian calamity with suffering and displacement unparalleled in recent history”. The Syrian people need assistance, now. And they are entitled to such assistance under the most basic criteria codified in international humanitarian law. It is most urgent that the Syrian authorities meet the demands of humanitarian actors on the ground, and facilitate immediate, free and unimpeded access to all affected civilian populations. It is urgent to remove bureaucratic impediments, to ensure the delivery of medical supplies, to establish humanitarian pauses, to open up humanitarian routes, and to allow access to people in need across borders and across conflict lines.

As a non-permanent member of the Security Council, Luxembourg is working with Australia to amplify the demands of humanitarian actors to the parties to the conflict in Syria, to enshrine them in a unified message of the Security Council. I hope that these efforts will come to fruition very soon.



Indeed, while we have been able to make progress these last days on the issue of chemical weapons, and while we are going to adopt in the next few hours a Security Council resolution establishing a strong and binding mechanism to ensure as soon as possible the control and destruction of the Syrian chemical weapons, we cannot and must not forget the humanitarian crisis which continues to unfold in Syria and in the neighboring countries, in particular in Lebanon and in Jordan, but also in Iraq and in Turkey. For its part, Luxembourg has fulfilled the pledges made in Kuwait City on 30 January last, and we have just decided to increase our humanitarian aid to the populations affected by the Syrian crisis to 7.6 million Euros.

The vibrant appeal made on Tuesday by our Secretary-General should resonate with all of us: let us break our deafening silence; let us live up to our responsibilities, both collectively and individually.

We all agree: a sustainable solution to the conflict in Syria can only be political. Here also, let us live up to our responsibilities; let us seize the momentum created by the agreement on chemical weapons; let us set a date for the Geneva II conference; let us encourage the parties to participate in it in order to initiate a dynamic, on the basis of the communiqué of 30 June 2012, which would lead to a cessation of hostilities and to the necessary political transition in Syria, a transition which meets the legitimate aspirations of the Syrian people.

Mr. President,

As dramatic as it may be, the situation in Syria must not make us forget the plight of the Palestinian people. It must not make us forget the urgency to see the birth of a contiguous and viable Palestinian State, living in peace and security, side by side with the State of Israel.

I salute the commitment and determination of the Secretary of State of the United States, John Kerry, with a view to restarting direct negotiations between Israelis and Palestinians. I also salute the political courage and the sense of responsibility of the Israeli and Palestinian authorities, who have accepted to return to the negotiating table. Eight rounds have been held since 14 August. We hope that the negotiations will intensify in October and will lead to a result within the agreed timeframe of nine months.

We all know that this initiative is perhaps the last opportunity we have. We must not let it slip away. The consequences would be dramatic.

The time has come to take difficult decisions, to take the necessary historic decisions, in line with the long-term interests of both the Israeli and Palestinian peoples. The time has come to implement the Two-State solution.

This is not the time for unilateral acts which only feed the logic of mistrust. The building of illegal settlements, the destruction of Palestinian homes and infrastructure in the West Bank, including in East Jerusalem, must stop. The attacks coming from Gaza must stop. All violence must stop.

With its European Union partners, Luxembourg stands ready to continue actively to contribute to the ongoing efforts, in close cooperation with key stakeholders, the Quartet and the countries in the region. Indeed, there can be no security in Israel without a viable Palestinian state; there can be no security in the region without peace in all the countries of the Middle East.

Mr. President,

We must make a difference. We must break the cycle of violence.

This imperative also applies to the Democratic Republic of the Congo and the Great Lakes Region.

The Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the Region, signed on 24 February 2013 in Addis Ababa represents, such is our fervent hope, a turning point for peace consolidation and regional stabilization. The second meeting of the regional oversight mechanism at the level of the Heads of State and Government, held on Monday in New York, resulted in the adoption of regional benchmarks and indicators of progress which will facilitate the implementation of the Framework agreement.

This is an important first step. It must be followed by concrete actions, on the political, security and economic levels.

The parties must implement all their commitments in good faith and with due diligence, including the commitment to neither tolerate nor provide assistance or support of any kind to armed groups, notably the M23, which continue to operate in the East of the DRC.

We must tackle the root causes of recurring violence and lay the groundwork for the revitalization of the regional economy, in order to initiate a virtuous circle which will allow the populations of the region to foster sustainable development.

Mr. President,

The commitment of the international community is also badly needed in a situation which alas is receiving less attention. I am referring to the humanitarian tragedy which is unfolding in the Central African Republic.

This tragedy affects the entire population of this country: 4.6 million people.

Public order and the rule of law have collapsed. Human rights violations have become commonplace: arbitrary arrests and detention, torture, sexual violence against women and children, rapes, extra-judiciary executions. According to our information, Séléka has recruited and used at least 3,500 child soldiers; this figure cannot leave anyone indifferent.

The humanitarian situation continues to deteriorate. The prevailing insecurity further reduces access to the affected populations.

We must act with urgency.

The restoration of security and public order must be our first priority. We warmly welcome the decision of the African Union Peace and Security Council authorizing the deployment of an International Support Mission to the Central African Republic. The United Nations should give their full logistical and financial support to this African-led Mission. Our credibility is at stake.

Mr. President,  
Ladies and Gentlemen,

We all know the disastrous effects of the unregulated trade in conventional arms: violent repressions, armed conflicts, crime, widespread violence.

That is why the Arms Trade Treaty is so crucially important. The Assembly has approved this Treaty by a very large majority five months ago. Luxembourg is proud to have been among the sponsors of this important initiative from the very start; we are proud to have signed the Treaty right at the opening for signature on 3 June 2013. The national ratification procedure has been started, and you can count on us for supporting a rapid entry into force of the Treaty.

In this respect, allow me to congratulate your own country, Mr. President, for having already ratified the Treaty. I also salute the fact that more than 110 Member States of the United Nations, including the United States, have already signed this new legal instrument.

The Arms Trade Treaty is a significant step forward for international law, international humanitarian law and human rights.

I would like to welcome in this context yesterday's important Security Council debate which was dedicated to the impact of the illicit transfer, destabilizing accumulation and misuse of small arms and light weapons on international peace and security, as well as the resolution which has been adopted on that occasion. Thus, the Council has rightly underlined the need for an integrated response by the international community: a response which takes into account the negative effects of these illicit activities on security, governance, the rule of law and development; a response which also takes into account the links between these activities and other threats to international peace and security, such as terrorism, piracy and transnational organized crime.

Mr. President,

The recent murderous attack targeting a shopping centre in Nairobi has proven to us once again how important it is that we remain vigilant in the fight against terrorism. This unacceptable act must encourage us to increase even more our support to African efforts aiming at freeing Somalia from the threat of Al-Shabab. During the "New Deal for Somalia" Conference held on 16 September in Brussels, I for one have had the opportunity to reaffirm that Luxembourg remains committed to working alongside Somalia. We are convinced that with the determined support of the international community, the African Union and the United Nations in particular, the government and people of Somalia will be able to continue their journey towards peace, security and prosperity.

The risk of the proliferation of weapons of mass destruction remains just as real a threat as the threat of terrorism.

Yesterday, the negotiations between the Islamic Republic of Iran and the E3+3 Group, led by the High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy, Catherine Ashton, have restarted here in New York. We support these efforts. We want substantial negotiations which quickly lead to concrete results, to a diplomatic solution to the Iranian nuclear issue. Sanctions are not an end in themselves. They are the international response to the refusal by Iran to meet its international obligations and to cooperate fully with the IAEA. We encourage the new Iranian leadership to engage in constructive negotiations and to take the necessary measures in order to prove to the international community that its nuclear program is for peaceful purposes only, and to open a new page in its relations with the world community.

Mr. President,

When we talk about sustainable development, when we talk about setting the Post-2015 development agenda, we cannot ignore the devastating effects of conflicts and violence on development. The crisis situations and threats which I have just evoked illustrate this clearly.

We must also talk – and more loudly so – about governance which is conducive to development, about institutions which guarantee the rule of law, about freedom of expression, about transparent and accountable governments. We must talk about justice, about the fight against impunity, about respect for international law.

Luxembourg fully subscribes to the appeal by our Secretary-General to base the Post-2015 objectives on the international norms and principles of human rights.

These objectives must apply to all. They must help address the global challenges of the 21<sup>st</sup> century, building on the Millennium Development Goals; they must set us on course to eliminating poverty and promoting sustainable development. They must be integrated in a single and coherent framework.

The Special Event held the day before yesterday at the level of the General Assembly has given us the opportunity to take stock of ongoing work towards achieving the Millennium Development Goals, to welcome significant progress made, but also to identify the sectors in which it will be important to redouble our efforts.

The picture before us is indeed only half-finished, as the Secretary-General reminded us. We must therefore speed up the march towards the achievement of the MDGs; we must renew our commitments; we must keep our promises.

My country will continue to do its part. Since 2009, our official development assistance has reached the threshold of 1% of our gross national income. We are determined to maintain this effort.

At the Rio+20 Conference in June 2012, we have reaffirmed our commitment to sustainable development in its three interdependent dimensions: economic development, social integration and environmental viability. We have reiterated our determination to tackle the threats that climate change and environmental degradation pose to humanity.

With its European partners, Luxembourg has taken binding commitments to reduce its carbon emissions and to mitigate the effects of climate change. We are determined to do everything we can to achieve a universal climate agreement in 2015.

Mr. President,  
Mr. Secretary-General,  
Excellencies,  
Ladies and Gentlemen,

Last year, at this rostrum, our Head of State underscored Luxembourg's resolve to serve the United Nations. Today, I would like to seize this occasion to thank the Assembly for having elected my country for a two-year mandate on the UN Security Council. This first mandate in our history is an honor. It is also a responsibility we do not take lightly.

Each day since January 1<sup>st</sup>, 2013, Luxembourg is working hard, in concert with its partners, to contribute to the maintenance of international peace and security; to assume this common responsibility which is ours: the responsibility to prevent, to preserve and to protect.

No task is nobler, and no task is more urgent in the current context.

I thank you for your attention.